

L'ÉCHO DU CABINET DE LECTURE PAROISSIAL

JOURNAL DES FAMILLES.

Paraissant le 1er et le 15 de chaque mois,
par livraison de 16 pages.

Pour Abonnement et prime, un An \$1.00.
Bureaux à Montréal, 10, Rue St. Vincent.

✚ **PORTRAIT DE JACQUES-CARTIER.**— Les abonnés de l'*Echo* recevront avec la présente livraison la prime que nous leur avons annoncée dans un de nos numéros précédents.

SOMMAIRE.—Chronique.—Sois à donner pour le choléra.—Le chemin du bonheur, (suite).—Étude sur Florian, (suite et fin).—Un succès de larmes, (suite).—Table alphabétique des matières du volume.

CHRONIQUE.

SOMMAIRE.—Congrès des États-Unis.—Message du Président Johnson.—Révolution des Nègres à la Jamaïque.—Changement constitutionnel proposé par le Gouverneur.—Menaces d'insurrection des nègres à la Louisiane.—Division chez les *Penians* des États-Unis.—Le chef O'Mahoney déposé.—Question d'*habeas corpus*.—Le Jubilé.—*Le Gené*.—*L'Écho de la France*.—M. Dupin.

Le Congrès des États-Unis est en session à Washington depuis le quatre de ce mois. On attendait de toute part, avec un intérêt plus qu'ordinaire, le Message ou discours d'ouverture du Président Johnson. On avait hâte de voir quels moyens on allait imaginer pour réorganiser les États du Sud, et quelle attitude le chef de la grande république allait prendre vis-à-vis de l'Angleterre sur la question des indemnités réclamées par M. Adams, et vis-à-vis de la France au sujet de l'empire du Mexique. La curiosité publique n'a été pleinement satisfaite sur aucun point. La première partie de cette adresse est une longue dissertation sur l'origine, la perfection et l'inviolabilité de la constitution. Au lieu de soumettre aux législateurs un exposé succinct de principes clairs et bien arrêtés sur la réorganisation des États ci-devant confédérés et leur retour au giron de cette constitution inviolable, le Président procède par voie de développements oratoires. Il recommande un amendement à la constitution décrétant l'abolition de l'esclavage pour toujours dans les limites de la république américaine, comme moyen indispensable pour rendre la paix durable. Cet amendement passé, on invitera tous les États à reprendre leur place dans les deux branches de la légis-

lature nationale. Ce sera le prix de la victoire et le châtiment de la rébellion.

Il a recours aux mêmes développements plus ou moins timides sur la question du suffrage des noirs. Les quatre millions d'esclaves rendus à la liberté par la victoire du Nord seront-ils admis à jouir pleinement des immunités et privilèges de citoyens? C'est une question que le Président ne veut pas trancher. Il semble le désirer, mais il hésite, et finit par conclure qu'il appartiendra aux législatures d'États de la décider en accordant le droit de suffrage aux esclaves libérés, soit d'une manière absolue, soit d'une manière limitée et progressive. Toute cette partie de l'adresse du Président dénote une profonde inquiétude sur le sort futur de ces quatre millions de noirs dont la condition se trouve si radicalement changée par la substitution du travail libre et conventionnel au travail forcé de l'esclavage. Il faudrait prouver que ce changement de condition a été un bienfait pour les noirs, et cependant on paraît ne pas pouvoir se débarrasser complètement d'un doute sur le résultat final de l'affranchissement.

Le message fait ensuite une revue des rapports officiels du secrétaire de l'intérieur, du département des postes, du département de la marine, du département de la guerre, et des finances. La guerre a grossi énormément le chiffre des pensions. Au 30 de juin dernier le nombre en était élevé à 85,986, coûtant une somme annuelle de \$8,028,445, avec la perspective d'une grande augmentation pour la prochaine année fiscale.

Le secrétaire du Trésor estime que les dépenses pour l'année fiscale, finissant le 30 juin 1866, excéderont les recettes de \$112,194,947, mais que pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1867, les recettes excéderont les dépenses de \$111,682,818.

Le 31 octobre dernier, la dette des États-Unis était de \$2,740,850,750.

Après l'examen des rapports de départements, le Président arrive à la question des relations extérieures. En paix avec tout le monde pour le moment, le message ne fait qu'informer l'Angleterre